

Développement humain

L'éducation, la santé et la protection sociale sont des services essentiels au bien-être humain et sont directement liés aux OMD

Le développement humain vise à élargir l'éventail des possibilités qui s'offrent aux individus et doivent leur permettre de mener une vie épanouie, créative et stable, en jouissant de la liberté et de la dignité. Avant toute chose, chaque être humain doit avoir accès à l'instruction, pouvoir vivre longtemps et en bonne santé, et bénéficier d'un niveau de vie décent.

En s'appuyant sur le principe de la sécurité humaine, qui veut que chacun puisse jouir de la liberté et mettre en valeur son potentiel, la JICA a concentré ses efforts sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ; ces derniers sont considérés comme primordiaux pour la prospérité future de l'humanité. La JICA assure une coopération en matière d'éducation, de santé et de sécurité sociale dans de nombreux pays en développement.

Éducation de base

Communiquer aux enfants du monde entier le plaisir d'apprendre

Appui au développement des capacités des adultes impliqués dans l'éducation des enfants

Situation générale

Dans le monde entier, près de 72 millions d'enfants sont privés d'accès à l'enseignement primaire ; l'immense majorité d'entre eux vit dans des pays en développement. Par ailleurs, on estime à 759 millions le nombre d'adultes dépourvus de compétences minimales en matière d'alphabétisme (lecture, écriture, calcul), ce qui correspond à 16 % de la population adulte mondiale (*Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous, 2010*). La première cause de cet état de fait est la pauvreté. Les individus privés de ces compétences de base sont contraints d'accepter des emplois instables et mal rémunérés, et s'ils ne parviennent pas à briser ce cercle vicieux, il leur est difficile d'échapper à la pauvreté.

La communauté internationale a lancé des initiatives pour atteindre l'objectif d'Éducation pour tous (EPT), qui permettrait à tous les enfants du monde d'aller à l'école d'ici 2015. Mais on sait déjà que plusieurs dizaines de millions d'entre eux n'auront toujours pas accès à l'éducation à l'échéance fixée.

Actions de la JICA

Par « éducation de base », on entend les activités éducatives qui permettent aux individus d'acquérir les connaissances et aptitudes minimales dont ils ont besoin pour vivre ; ce terme s'applique à l'éducation préscolaire, primaire et secondaire, ainsi qu'à l'éducation informelle (alphabétisation des adultes et éducation communautaire). Droit fondamental, l'éducation est aussi un élément essentiel pour l'édification d'un monde stable et pacifique, pour l'essor de l'économie et pour les progrès de la science et de la technologie.

Conformément à l'objectif d'Éducation pour tous (EPT) et aux engagements du cadre d'action de Dakar, la JICA assure une aide en faveur de l'éducation de base selon trois axes : (1) accès élargi à l'enseignement primaire et secondaire ; (2) amélioration qualitative de l'enseignement primaire et secondaire ; et (3) amélioration de l'administration éducative et de la gestion scolaire.

Élargir l'accès à l'enseignement primaire et secondaire

La JICA contribue à étendre les services d'enseignement scolaire par la construction d'écoles, via une aide sous forme de dons. Elle contribue

également à mettre en place des systèmes de gestion scolaire fondés sur la participation des membres de la communauté, et à faire progresser les taux de scolarisation en sensibilisant les parents et la communauté à l'importance de l'éducation.

Améliorer la qualité de l'enseignement primaire et secondaire

L'accès à un enseignement de qualité est essentiel pour permettre aux enfants d'apprendre à lire et à écrire et d'acquérir diverses aptitudes à la résolution de problèmes. Plus les cours dispensés dans le primaire et dans le secondaire sont intéressants et faciles à comprendre, plus les enfants sont motivés, et moins ils risquent d'arrêter l'école ou de redoubler. Dans les pays en développement, on a souvent affaire au schéma suivant : un enseignant parle tout seul face à des élèves qui l'écoutent passivement.

Afin d'améliorer cette situation, la JICA s'attache à : promouvoir des méthodes d'enseignement centrées sur l'apprenant, propres à stimuler l'intérêt et la compréhension des élèves ; améliorer le programme de formation des enseignants ; élaborer et diffuser des manuels scolaires et des supports pédagogiques. L'Agence contribue également à renforcer l'enseignement des mathématiques et des sciences, disciplines qui jouent un rôle important dans la vie sociale et sont essentielles pour faire progresser la science et la technologie.

Améliorer la gestion scolaire

Pour accroître l'accès à l'enseignement primaire et secondaire et améliorer la qualité de l'éducation, il est essentiel de disposer de capacités adéquates en matière d'administration et de gestion scolaires. Ces moyens doivent permettre notamment de comprendre l'absentéisme de certains élèves et d'encourager leur assiduité, de déployer du personnel enseignant, de distribuer du matériel pédagogique, de planifier et de mettre en œuvre des activités éducatives et de répartir judicieusement les ressources financières.

La JICA contribue à renforcer les capacités de gestion pour permettre aux administrations et aux écoles d'évaluer les difficultés rencontrées, puis d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'action scolaire conformes aux besoins. L'Agence s'emploie également à corriger les disparités entre les



sexes en matière d'éducation via la mise en place d'activités et de systèmes en faveur de l'éducation des femmes, et le soutien à des programmes d'alphabétisation pour les femmes adultes. Par ailleurs, en collaboration avec des volontaires et des ONG, la JICA a entrepris de renforcer l'enseignement

informel pour les enfants non scolarisés et pour les personnes ne sachant ni lire ni écrire.

Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP)

Valoriser les effectifs techniques qui participeront à l'édification de la nation

Transmettre des connaissances et des techniques directement utilisables dans le monde du travail via l'éducation et la formation

Situation générale

Les chances de recevoir un enseignement ou une formation de qualité étant limitées dans bien des pays en développement, les ressources humaines ne sont pas exploitées efficacement, ce qui réduit les possibilités d'obtenir des revenus suffisants. Le manque d'effectifs qualifiés constitue un obstacle de taille à la promotion et au développement de l'industrie.

Actions de la JICA

La JICA entend améliorer l'éducation et la formation pour répondre à l'évolution des besoins de l'industrie. À cet effet, elle privilégie deux grandes approches. La première consiste à « développer les ressources humaines dans le secteur industriel » par l'amélioration de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP), et l'amélioration de l'enseignement dispensé dans les principaux instituts polytechniques et centres de formation professionnelle (programmes d'enseignement, système de gestion, etc.). La seconde approche, « l'élargissement des opportunités permettant d'améliorer les moyens de subsistance », vise à accroître les revenus et à réduire la pauvreté.

Les pays qui connaissent un développement économique assez harmonieux – ceux du Moyen-Orient et du Maghreb, ou d'Asie du Sud, notamment – sont très demandeurs en matière de formation de

techniciens, car ils ont besoin d'effectifs qualifiés pour accompagner l'essor de leur industrie. La JICA a entrepris de former les enseignants des centres de formation professionnelle et des collèges techniques (formation de formateurs), de réviser les programmes d'enseignement avec la participation des organismes compétents, et de développer les systèmes d'enseignement et de formation en collaboration avec l'industrie et les pouvoirs publics. Par ailleurs, dans les pays sortant d'un conflit ou en proie à la pauvreté (comme ceux d'Afrique subsaharienne), la JICA assure des formations orientées sur la pratique et permettant d'acquérir des compétences et des techniques de base. Il s'agit de développer des ressources humaines capables de créer et de gérer les petites entreprises informelles qui sont la véritable clé de voûte de l'économie dans ces pays. Dans les pays sortant d'un conflit, la JICA mène des programmes de formation professionnelle en faveur des ex-combattants démobilisés, afin de développer les compétences nécessaires pour le relèvement du pays et de faciliter la réintégration sociale.

Dans ce domaine, la JICA utilise le levier de la coopération Sud-Sud : elle met à profit l'expérience et les connaissances acquises par des régions comme l'Asie, le Moyen-Orient et le Maghreb, et l'Amérique latine, ou par des pays comme le Sénégal et l'Ouganda, lors de précédents programmes pour assurer une coopération en faveur d'autres pays.

Enseignement supérieur

Former des ressources humaines capables de participer à l'édification de la nation

Renforcer les capacités d'enseignement et de recherche et promouvoir les réseaux universitaires, en privilégiant les sciences et les technologies

Situation générale

Dans la société d'aujourd'hui, fondée sur le savoir, les institutions d'enseignement supérieur sont fortement sollicitées pour jouer un rôle en matière de recherche et développement, d'éducation et de contribution sociale – c'est-à-dire un rôle de « plateformes intellectuelles », d'échange d'informations et de savoirs. Dans les pays en développement également, ces institutions sont appelées à jouer un rôle de plus en plus décisif. Afin de répondre aux aspirations croissantes de la société, elles doivent pouvoir former des ressources humaines capables de participer à l'édification de la nation – en particulier des chercheurs et des professionnels hautement qualifiés pour accompagner l'essor de l'industrie –, de rehausser le niveau intellectuel de la société tout entière, et de contribuer au développement industriel et régional.

À mesure que progresse la mondialisation, il apparaît de plus en plus clairement que les institutions d'enseignement supérieur

des pays en développement ne peuvent rester isolées du monde extérieur. En conséquence, on s'efforce de développer les activités d'enseignement et de recherche en formant des réseaux d'échanges universitaires avec des institutions et des chercheurs d'autres pays, afin de mutualiser les avantages respectifs.

Actions de la JICA

Les efforts déployés par la JICA visent avant tout à renforcer les capacités des universités de différentes régions et de différents pays. Il s'agit notamment d'accroître les compétences du corps enseignant, d'agrandir les campus et de fournir davantage d'équipements et de matériel de recherche. Plus récemment, la JICA a étendu son soutien à l'administration des établissements d'enseignement supérieur et à l'amélioration des capacités de gestion des universités. L'Agence s'emploie également à renforcer la collaboration entre l'industrie et les universités, ainsi qu'entre les administrations locales et les universités

– dont celles des pays en développement et du Japon. Dans ses efforts, la JICA met l'accent sur la création de réseaux d'échanges universitaires entre le Japon et les pays en développement, ainsi qu'entre et dans ces derniers, avec le soutien d'universités japonaises. Ceci contribue également à l'internationalisation des institutions japonaises et au prolongement des accords de coopération interuniversitaires.

À titre d'exemple, citons le projet de réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-est, qui

met en relation 19 institutions dédiées à l'ingénierie dans les pays de l'ANASE et 11 universités partenaires au Japon (ce projet lancé en 2003 se trouve actuellement dans sa seconde phase).

L'Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST) a ouvert ses portes en 2010. Cette institution, qui a adopté un système d'enseignement et de recherche inspiré du modèle japonais, s'appuie sur une coopération avec 12 universités japonaises pour former des ressources humaines qui seront les forces vives de demain.

Services sanitaires et médicaux

Garantir la survie et la santé des habitants des pays en développement

Soutien aux efforts visant à renforcer les systèmes de santé, à améliorer la santé maternelle et infantile et à combattre les maladies infectieuses

Situation générale

Aujourd'hui encore, beaucoup d'individus meurent des suites de maladies ou de complications liées à des grossesses ou des accouchements. L'accès à des services sanitaires et médicaux de base permettrait d'éviter la plupart de ces décès. Bien que le droit à la santé soit l'un des droits humains fondamentaux, de nombreux habitants des pays en développement sont exposés à des risques sanitaires élevés.

Actions de la JICA

Les programmes de la JICA présentent notamment l'avantage d'offrir une aide adaptée aux besoins et à la situation des pays bénéficiaires, et de permettre l'application des politiques au niveau local.

Un autre de leurs avantages – et non des moindres – est leur capacité d'opérer la planification intégrée d'efforts intersectoriels, en mettant en œuvre des programmes de dons pour la fourniture d'installations et d'équipements, de coopération technique pour le développement de ressources humaines et le renforcement organisationnel, et de prêts d'APD pour la réalisation des projets de grande envergure et d'autres mesures. Ils permettent également de développer les infrastructures d'approvisionnement en eau salubre, par exemple.

Dans le secteur de la santé, la coordination de l'aide joue un rôle crucial compte tenu de la multiplicité des acteurs de l'aide. La JICA coordonne les efforts et coopère avec des organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des donateurs d'autres pays en vue de « renforcer les systèmes de santé », « améliorer la santé maternelle et infantile » et de « combattre les maladies infectieuses ».

Renforcement des systèmes de santé

La mise en place et le renforcement des systèmes de santé sont indispensables pour pouvoir contribuer efficacement et durablement à l'amélioration de la santé maternelle et infantile et à la lutte contre les maladies infectieuses. Le terme « systèmes de santé » désigne l'intégralité des cadres nécessaires à la gestion du secteur de la santé d'un pays : développement de la gestion administrative et institutionnelle, amélioration des installations médicales, gestion rationnelle des fournitures médicales, collecte et utilisation efficaces d'informations sanitaires précises, obtention et gestion des ressources financières, développement et gestion des ressources humaines nécessaires pour accompagner ces processus

et assurer les prestations de santé et les services médicaux.

En ce qui concerne l'appui à l'amélioration et au développement des systèmes de santé, la JICA s'efforce de renforcer les fonctions de l'administration sanitaire au niveau national ou régional/du district dans les pays qui promeuvent la décentralisation, comme la Tanzanie. Au Pakistan, la JICA contribue également à améliorer les systèmes d'information sanitaire (SIS) nécessaires pour l'élaboration de politiques et la gestion de projets.

Dans les pays en reconstruction, comme l'Afghanistan, où de longues années de guerre civile ont laminé le système de santé, la JICA contribue à rebâtir et à consolider tous les éléments de ce système, en se concentrant sur le développement des ressources humaines, la lutte contre les maladies infectieuses et la santé maternelle et infantile. L'aide de l'Agence obéit à une approche globale allant du gouvernement central aux établissements sanitaires sur le terrain.

Quant au développement des ressources humaines, le gouvernement japonais s'est engagé à former 100 000 professionnels de la santé d'ici 2013 lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV) qui s'est tenue en 2008. Pour réaliser ce plan, la JICA mène divers programmes de formation au Japon, dans des pays tiers et sur le terrain. Ces programmes incorporent des méthodes de gestion de la qualité 5S-KAIZEN en vigueur dans les milieux hospitaliers et industriels au Japon. La JICA soutient également la création et la réhabilitation d'institutions destinées à former des professionnels de santé.

Amélioration de la santé maternelle et infantile

Chaque année dans le monde, plus de 500 000 femmes meurent de causes liées à la grossesse ou à l'accouchement, et près de 10 millions d'enfants n'atteignent pas leur cinquième anniversaire. Près de 99 % de ces cas concernent les pays en développement. Pour améliorer cette situation, il faut dépasser les approches classiques en matière de santé maternelle et infantile (SMI). Les efforts doivent viser à promouvoir la santé des femmes tout au long de leur vie, et à garantir l'accès de toutes à la médecine procréative (santé génésique).

Afin d'améliorer les services de SMI, la JICA assure une aide globale prenant en compte la santé reproductive à toutes les étapes : santé sexuelle des adolescentes, grossesse, accouchement, éducation des enfants et planification familiale. Pour que le nombre d'accouchements



sans risques progresse en Afrique de l'Ouest, la JICA appuie la mise en place de systèmes assurant un « continuum de soins de SMI » : promotion du suivi prénatal, formation de sages-femmes et d'autres effectifs qualifiés en obstétrique, instauration d'un système d'orientation entre les différents établissements de santé, etc. Par ailleurs, l'Agence promeut la collaboration entre les différents pays de la région. La JICA prévoit également de généraliser à d'autres pays le *Guide de santé maternelle et infantile*, qu'elle a contribué à élaborer et à diffuser en Indonésie et en Palestine, et qui constitue un outil efficace pour renforcer ce « continuum de soins de SMI ».

Lutte contre les maladies infectieuses

Dans le monde d'aujourd'hui, où la modernisation des transports a permis l'accélération des échanges mondiaux, les maladies infectieuses peuvent rapidement se muer en pandémies planétaires et menacer la vie et les moyens de subsistance des individus aux quatre coins du monde.

Face à cet enjeu de portée mondiale, la JICA contribue à renforcer les systèmes de santé, à former des ressources humaines et à promouvoir la recherche sur le VIH/sida, la tuberculose, la poliomyélite, le paludisme, la maladie de Chagas et les nouvelles souches de la grippe, afin de favoriser la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement de

Étude de cas

Appui à l'amélioration des services de santé maternelle et infantile dans les régions de Tambacounda et de Kédougou par le renforcement des systèmes de santé

Sénégal : Programme visant à renforcer les systèmes de santé dans les régions de Tambacounda et de Kédougou

Le Sénégal se classe dans la catégorie des pays les moins avancés. Le taux de pauvreté est particulièrement élevé dans les régions de Tambacounda et de Kédougou, où la population est privée d'accès à des services sanitaires et médicaux.

Depuis 2007, la JICA met en œuvre le programme de renforcement des systèmes de santé dans ces deux régions, en collaboration avec le gouvernement sénégalais.

Contribution à la réalisation des OMD liés à la santé dans les régions de Tambacounda et de Kédougou
Les régions de Tambacounda et Kédougou se trouvent à environ huit heures de route de la capitale, Dakar. Bien qu'occupant à peu près le tiers du territoire sénégalais, elles sont sous-équipées en infrastructures routières, hydrauliques (adduction d'eau) et électriques. Si le taux de pauvreté est de 49 % dans l'ensemble du pays, il dépasse 56 % dans ces deux régions. Proches de la Mauritanie, du Mali, du Kenya et de la Gambie, elles abritent une véritable mosaïque culturelle et ethnique. Le taux d'alphabétisation y est faible, ce qui rend leur développement difficile.

Ces deux régions comptent 700 000 habitants au total. Cette faible densité démographique ne facilite pas l'accès aux services sanitaires et médicaux. À cela s'ajoute une pénurie d'équipements et de personnel de santé qualifié, qui nuit à la qualité des services. Le taux de mortalité des moins de 5 ans y est de 200 décès pour 1 000 naissances vivantes, soit quasiment le double de la moyenne nationale.

À la demande du gouvernement sénégalais, la JICA a lancé en 2007 le programme de renforcement des systèmes de santé dans les régions de Tambacounda et de Kédougou, en



Le chantier du centre de santé avance.

collaboration avec le ministère de la Santé du Sénégal. Ce programme quinquennal vise à faire progresser l'indice de santé et à aider les pauvres en améliorant la santé des mères et des enfants dans ces deux régions.

Soutien diversifié par le biais de cinq initiatives
Dans le cadre de ce programme, cinq initiatives ont été mises en place pour parvenir à l'objectif fixé.

(1) Améliorer l'accès aux services de santé maternelle et infantile (SMI) en construisant trois centres de santé grâce à une aide sous forme de dons, et en agrandissant les centres de développement des ressources humaines pour former du personnel infirmier et obstétrique. (2) Améliorer la qualité des services de SMI en favorisant l'accouchement sans risque dans un environnement propre, et en sensibilisant à l'importance des soins néonataux via le projet de coopération technique en faveur de l'accouchement sans risque. Ces mesures ont été conçues pour répondre aux questions soulevées par des infirmières volontaires de la JICA et des sages-femmes au Sénégal. (3) Améliorer les services sanitaires dans leur ensemble via l'approche 5S (une méthode japonaise de gestion de la qualité), en formant du personnel compétent en gestion organisationnelle, en améliorant l'efficacité opérationnelle au moyen de manuels et d'autres outils, et en contribuant à la prévention des infections nosocomiales et des accidents médicaux – tous ces efforts visant à améliorer et à professionnaliser l'administration de la santé. (4) Accroître les capacités des résidents en renforçant les activités communautaires et les campagnes de santé publique. (5) Appuyer les politiques du ministère de la Santé et diffuser les résultats, ce qui suppose la coordination des politiques entre le ministère et les administrations locales.

L'Agence a envoyé au Sénégal des conseillers en politique et des volontaires, et elle contribue à former des professionnels de santé en s'alignant sur ces cinq initiatives. Soucieuse d'accroître l'efficacité de son aide dans le domaine sanitaire, la JICA promeut également des projets d'infrastructure et d'adduction d'eau, et elle continue à travailler en relation avec les organismes d'aide multilatérale opérant au Sénégal.



Conseils pour améliorer le secteur médical par l'application des 5S

Un bilan à mi-parcours a été réalisé durant l'exercice 2010, afin d'évaluer les résultats de la première moitié du programme et de préciser l'orientation future. Sur la base des résultats obtenus à ce jour, un nouveau projet visant à renforcer la gestion des systèmes de santé dans ces deux régions est en préparation (les études approfondies ont démarré durant l'exercice 2010).

Un point de vue local

Dr Adrien Sonko, directeur du centre médical de la région de Tambacounda

Tambacounda et Kédougou sont les régions les plus pauvres du Sénégal. L'indice de santé montre qu'elles sont à la traîne des autres régions. Les investissements réalisés dans le cadre de ce programme quinquennal devraient avoir un impact très positif.

Mme Mbamoussa Soumare, maîtresse sage-femme au centre de santé de Tambacounda

Dans le cadre de ce projet, j'applique ce que j'ai appris au Japon, pour que les femmes et les enfants qui viennent au centre de santé bénéficient des soins et du respect auxquels ils ont droit. J'aimerais faire du centre un lieu agréable et répondant aux attentes des gens, afin qu'ils y reviennent pour d'autres services.

ces maladies. L'Agence déploie ces efforts en partenariat étroit avec des organisations internationales comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'initiative Faire reculer le paludisme¹ et le partenariat Halte à la tuberculose². De plus, dans le cadre de ses projets d'infrastructure – notamment routière et portuaire – financés par des prêts d'APD, la JICA soutient des activités de sensibilisation et de prévention du VIH/sida auprès des ouvriers du bâtiment, des habitants de taudis situés à proximité des chantiers et d'autres publics.

Enfin, dans le cadre du Partenariat pour la recherche scientifique et technologique en faveur du développement durable³, la JICA a entamé

une coopération en faveur de la recherche sur les maladies infectieuses et tropicales en Asie et en Afrique, mettant à profit les connaissances pointues du Japon et les résultats de la recherche japonaise sur les maladies infectieuses.

*1 Une initiative de l'OMS pour combattre le paludisme

*2 Un partenariat international créé en 1998, formant un réseau de pays, d'organisations internationales et de groupes du secteur privé impliqués dans la lutte antituberculeuse.

*3 Programme mené conjointement avec l'Agence japonaise pour la science et la technologie (JST). L'objectif est d'acquérir de nouvelles connaissances conduisant à des solutions pour les problèmes mondiaux liés aux changements climatiques et environnementaux, aux maladies infectieuses, à l'eau et aux catastrophes naturelles, et d'utiliser les résultats de ces recherches au profit de la société.

Sécurité sociale

Un besoin plus grand dans les pays disposant de systèmes de protection sociale défaillants

Assistance aux groupes socialement vulnérables par l'amélioration de la sécurité humaine

Situation générale

La sécurité sociale permet à un pays, à des institutions publiques ou à une communauté de fournir un revenu ou des services permettant aux individus de faire face à la maladie, à la vieillesse, au handicap, au chômage ou à d'autres situations qui les empêchent de subvenir à leurs besoins. La sécurité sociale devrait jouer pleinement son rôle dans les pays en développement, dont de nombreux habitants socialement vulnérables sont confrontés à la pauvreté et à d'autres problèmes. Or, beaucoup de ces pays n'ont pas encore réussi à mettre en place un système de sécurité sociale satisfaisant, même si les carences à combler varient d'un pays à l'autre. Malheureusement, là où ces systèmes font le plus défaut sont ceux qui ont le moins de chances d'en bénéficier. Face à ce problème, il convient de réaffirmer l'importance de la sécurité sociale.

Actions de la JICA

La JICA mène des projets visant à améliorer les systèmes de sécurité sociale des pays en développement, en s'appuyant sur l'expérience et les connaissances du Japon dans ce domaine. Trois grands axes sont privilégiés : l'assurance et la protection sociales, l'aide aux personnes handicapées, le travail et l'emploi. L'Agence s'efforce également d'avancer dans la mise en œuvre de sa réforme interne, en soutenant par exemple la formation à la prise de conscience du handicap pour le personnel associé à la JICA, et la promotion des environnements sans barrières.

Sécurité et protection sociales

La JICA appuie le développement de systèmes d'assurance sociale – couverture médicale et pensions de retraite, notamment – et le renforcement des politiques de protection sociale en faveur des personnes âgées, des enfants et des mères de famille. Récemment, elle a soutenu la réforme des systèmes ruraux de retraite en Chine, et l'élaboration de modèles de services intégrés de soins de santé et de protection sociale de proximité pour les personnes âgées en Thaïlande.

Aide aux personnes handicapées

Bien que l'aide aux personnes handicapées soit considérée comme faisant partie de la protection sociale, la JICA considère les handicapés non comme de simples bénéficiaires de l'aide sociale, mais comme des acteurs importants du développement. Son objectif final est d'instaurer

une société agréable à vivre pour tous les individus, qu'ils soient ou non handicapés.

L'Agence entend soutenir la pleine participation à la société et l'égalité des personnes handicapées dans les pays en développement, en renforçant les activités leur permettant de jouer un rôle actif dans la société. Elle s'emploie à favoriser l'autonomisation des personnes handicapées via la formation aux fonctions d'encadrement et le renforcement des associations de personnes handicapées, ainsi que la mise en place d'environnements sans barrières. L'exemple du Centre de développement Asie-Pacifique pour les handicapés (APCD) est emblématique de ces efforts.

L'APCD accorde une importance fondamentale aux droits et à la dignité des personnes handicapées au sein de la communauté dans laquelle ces personnes vivent. Ce centre a fait œuvre de pionnier en envoyant dans d'autres pays des experts souffrant d'un handicap intellectuel. À deux reprises, l'APCD a également organisé des formations sur les communautés rurales sans barrières à l'intention d'architectes, de représentants du gouvernement et de personnes handicapées ; ces activités ont permis aux trois groupes de tisser des réseaux nationaux. De tels réseaux permettent aux personnes handicapées d'intervenir dès la phase de planification des travaux de construction d'équipements et d'espaces publics ou accessibles au public ; c'est ainsi que des métros et des centres commerciaux sans barrières ont vu le jour.

Travail et emploi

Outre l'appui à l'élaboration de politiques relatives au travail et à l'emploi, la JICA assure une aide visant à améliorer les services de placement, les conditions de travail, l'hygiène et la sécurité du travail, la gestion du personnel, et enfin, les assurances liées au travail (assurance chômage, indemnisation des accidents du travail). Dans le domaine du travail (en particulier de l'hygiène et de la sécurité du travail), la plupart des pays en développement tardent à se doter des cadres juridiques et des mécanismes d'application qui permettraient aux travailleurs de bénéficier d'une couverture sociale adéquate. Les travailleurs victimes d'accidents du travail ne reçoivent ni soins médicaux appropriés ni indemnités. Suite à un accident, ils risquent donc de perdre leur emploi et de sombrer dans une pauvreté extrême.

La JICA assure une aide visant à renforcer l'hygiène et la sécurité du travail en Malaisie et en Chine, et elle soutient l'amélioration des



services de placement professionnel en Indonésie, en s'inspirant du système japonais « Hello Work ».

Étude
de cas

Améliorer les taux de scolarisation et d'achèvement des études via le projet École pour tous (phase 2)

Niger : Projet d'appui à l'amélioration de la gestion scolaire via la participation communautaire

Dans les écoles primaires nigériennes, les relations entre les résidents, les parents et les représentants de l'école ne fonctionnaient pas de manière satisfaisante.

Dès 2004, la JICA a donc soutenu la mise en place et la diffusion d'un modèle de comité de gestion scolaire. Cette initiative et d'autres activités ont eu un impact très positif sur les taux de scolarisation.

Des écoles qui existent par et pour la communauté

Des comités formés de résidents, de parents et de représentants scolaires avaient été mis en place dans les écoles primaires du Niger. Or, ces comités ne fonctionnaient pas bien. En 2004, la JICA a lancé le projet d'appui à l'amélioration de la gestion scolaire via la participation communautaire (projet École pour tous). Ce projet permet aux résidents, aux parents, aux représentants de l'école et aux administrateurs de réfléchir ensemble aux moyens à mettre en œuvre pour instaurer un système scolaire plus efficace.

Les comités préparent la voie pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action visant à améliorer les environnements scolaires. On peut améliorer les conditions d'apprentissage en faisant réaliser des travaux d'agrandissement et de rénovation des établissements scolaires par de la main d'œuvre locale, et en achetant davantage de manuels scolaires et de supports pédagogiques grâce à des dons de la communauté. Parallèlement, on a sensibilisé les résidents participant au processus d'amélioration à la nécessité d'envoyer leurs enfants à l'école, ce qui a eu également une incidence positive sur les conditions d'apprentissage à la maison.

Amélioration importante des taux de scolarisation et d'achèvement des études, et diffusion aux pays voisins

Un « dispositif minimal » introduit dans le cadre du projet dans les régions de Tahoua et de Zinder s'est révélé efficace pour redynamiser les comités de gestion scolaire. Ce dispositif comprend (1) l'élection démocratique des membres du

comité (pour former une organisation digne de confiance), (2) le lancement d'un plan d'action scolaire (planification et mise en œuvre d'activités destinées à améliorer l'éducation sans faire appel à une aide extérieure), et (3) création d'un système de suivi (mise en place d'un système de soutien par les administrateurs de l'éducation et le comité de gestion scolaire). Des initiatives transparentes et bien planifiées (amélioration des installations, promotion de la fréquentation scolaire des filles, éducation sanitaire, éducation préscolaire, sensibilisation à la qualité de vie et éducation à l'environnement, tenue d'examen blancs, etc. s'appuyant sur la participation de résidents et de soignants locaux) ont grandement contribué à améliorer les environnements scolaires.

Fort de ces résultats, le projet École pour tous est entré dans sa seconde phase (période de quatre ans) en 2007, grâce à la coopération de la JICA. Une entente avec la Banque mondiale – couplée à une formation sur les élections et à l'élaboration du plan d'action scolaire – a permis de lancer le dispositif minimal dans 6 800 écoles de six autres régions. On a également renforcé la coopération technique en prenant en compte les conclusions du système de suivi et les besoins communautaires.

Ainsi, l'environnement scolaire a été amélioré dans quelque 10 000 écoles à travers tout le pays grâce à la participation communautaire. Le taux global de scolarisation, qui était de l'ordre de 50 % en 2004, a grimpé à 68 % en 2009 (on est passé de 980 000 à 1,55 million d'écoliers). Le taux global d'achèvement des études a augmenté pour atteindre quasiment 50 %. Chez les filles, ces deux taux – scolarisation et achèvement des études – ont progressé.

La JICA a également soutenu la création d'écoles maternelles communautaires ; ces établissements sont gérés par des résidents locaux avec l'appui des comités de gestion scolaire. Près de 160 écoles maternelles avaient été construites à la fin de 2009, ce qui permet à 10 000 jeunes enfants de bénéficier d'une éducation préscolaire.

Fort de excellents résultats obtenus au Niger, la JICA a lancé des projets analogues dans des pays voisins d'Afrique de l'Ouest comme le

Sénégal, le Mali et le Burkina Faso. Ces projets destinés à améliorer les conditions d'apprentissage par la mise en place de comités de gestion scolaire sont déployés dans près de 3 800 écoles (capacité d'accueil totale d'environ 620 000 enfants).

Un point de vue local

Inspecteur scolaire, district de Konni, Tahoua

Ce projet a été d'une grande efficacité pour promouvoir les APP (activités, pratique, production) et augmenter les taux de scolarisation dans le district de Konni. L'une des raisons de son succès est qu'il a su améliorer le fonctionnement des comités de gestion scolaire en formant des membres de la communauté locale. À l'avenir, le maintien de cette formation sera déterminant si l'on souhaite que ces comités continuent à fonctionner efficacement.

Un point de vue local

Membre d'un comité de gestion scolaire

Étant donné que les coûts des services communs n'étaient pas couverts, nous ne pouvions pas faire grand-chose au sein de l'association de parents. Le comité de gestion scolaire est géré de manière transparente, et la communauté locale sait ce qui se passe à l'école par le truchement de ce comité. Désormais, les coûts des services communs sont financés par les contributions du public pour favoriser le développement de l'école.

Un point de vue local

Masahiro Hara, alors conseiller principal de la JICA

Ce projet a permis aux parents de prendre vraiment conscience de l'importance de l'éducation. Nous avons introduit des techniques permettant d'améliorer l'efficacité de l'éducation dispensée aux enfants en tirant parti de nos compétences et de nos connaissances. Dans chaque région, les membres du comité de gestion scolaire sont élus, et la communauté locale émet ses propres suggestions pour élaborer un plan de gestion pour l'école. Tout ceci a conduit à la réforme du système scolaire, qui s'appuie désormais sur la participation et les efforts de la communauté.



Formation pour apprendre à voter



Sourires d'enfants dans une école du Niger